

Quelque chose est en train de changer au sein du camp de la paix en Israël

Lors du « Sommet populaire pour la paix » à Tel-Aviv, la gauche israélienne, en difficulté, a montré des signes indiquant qu'elle abandonnait ses anciennes formules pour adopter une politique de résistance.

Par [Meron Rapoport](#) 8 mai 2026

« Une conférence de paix qui attire des milliers de personnes est une nouvelle. Pourquoi chaque petit rassemblement de l'extrême droite obtient-il une couverture médiatique justifiant des titres de première page, alors qu'un événement massif du camp de la paix se reconstituant ne le fait pas? C'est illusoire. Les médias israéliens... présentent une réalité dans laquelle il n'y a pas de camp de paix en Israël, et pas d'alternative. »

Telles étaient les paroles provocatrices de **Tami Yakira** à la suite de la conclusion du « [Sommet populaire pour la paix](#) » à Tel-Aviv jeudi dernier, organisé par « It's Time » [Il est Temps] une coalition de plus de 80 organisations de la société civile israélienne, dont Yakira est coordinatrice.

Et elle a raison : alors que la conférence de paix – forte de 5 000 participants – est passée en grande partie inaperçue des médias israéliens, il y avait une couverture médiatique intégrale de la Likudiada, le sommet annuel du parti du Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui a eu lieu simultanément dans la ville d'Eilat, dans le sud du pays – et avec environ moitié moins de participants. En fait, la Likudiada était si peu fréquentée que son événement principal, un discours du ministre de la Justice Yariv Levin, a été [annulé](#) à la dernière minute parce que personne ne s'est présenté dans le hall.

Dans les salles de rédaction des principaux journaux et réseaux de télévision, ils expliqueront que la paix israélo-palestinienne n'est « *pas pertinente* » ; que « *personne ne parle d'un État palestinien* » (comme Naftali Bennett, qui [aspire à remplacer Netanyahu](#) en tant que Premier ministre lors des prochaines élections, l'a affirmé) ; ou que de tels événements obtiennent de faibles scores d'audience parce qu'ils irritent le public.

Mais toutes ces explications ne sont que des prétextes pour justifier la décision – consciente ou inconsciente – d'effacer du discours public toute trace de la possibilité qu'un accord politique avec les Palestiniens soit nécessaire et réalisable, et que nous ne sommes pas condamnés à vivre toujours les armes à la main.

Paradoxalement, il semble que le mépris des médias ait eu un effet tendant à radicaliser le contenu du sommet de la paix : la grande majorité des intervenants – du moins ceux qui sont montés sur scène lors de la cérémonie principale – n'ont pas tenté de modérer leur propos afin de s'attirer les faveurs des médias traditionnels pour lesquels discuter de la paix est naïf et mentionner l'occupation est proscrit.

Sur les 44 orateurs de la cérémonie principale – dont certains sont apparus sur scène, certains dans des vidéos préenregistrées – près de la moitié étaient des Palestiniens, qu'il s'agisse de citoyens d'Israël ou de Cisjordanie et de Gaza. Ils ont décrit la réalité telle qu'ils la voient : génocide, nettoyage ethnique, crimes de guerre, occupation, terreur semée par les colons et l'armée. Et les orateurs juifs-israéliens n'étaient pas loin derrière en soulignant l'assujettissement des Palestiniens par Israël comme la racine de la violence perpétuelle dans notre région.

Comme l'a dit Yonatan Zeigen – le fils de la [militante](#) pour la paix qui a été tuée par le Hamas le 7 octobre, la mort de sa mère « *aurait pu être évitée* » et la violence n'a pas commencé le 7 octobre. « *Ce n'est pas que nous ne voulons pas la paix parce que c'est compliqué* », a-t-il déclaré au sommet. « *La paix est compliquée parce que nous n'en voulons pas.* »

Dans le même ordre d'idées, Dor Inon – petit-fils de Bilha et Yakov Inon qui ont également été tués le 7 octobre – a condamné « *l'usage cynique* » qu'Israël a fait de leur mort, et l'insistance de l'armée à ce que « *la voie vers un avenir meilleur pour les Israéliens* » soit pavée par « *le deuil des Palestiniens, des Libanais ou des Iraniens* ». Sous un tonnerre d'applaudissements, il a conclu : « *La vérité est simple : vous ne pouvez pas acheter le paradis avec du sang.* »

La résistance pénètre le discours

Une autre manifestation du discours qui a dominé l'événement était la place centrale donnée aux [militants de la « présence protectrice »](#) – ceux qui ont mis, dans les villages ruraux de Cisjordanie, leurs corps entre les Palestiniens et les colons et soldats israéliens qui [cherchent à les déplacer](#). Ce sont ces militants qui ont reçu les applaudissements les plus forts de l'auditoire, et c'est vers leur action qu'une grande partie de la soirée était orientée.

Cela représente un changement dans la façon dont le « camp de la paix » israélien se perçoit. C'est maintenant un camp de résistance. Cette résistance est dirigée non seulement contre la « *terreur des colons* », mais aussi contre le haut commandement de l'armée et les soldats qui n'interviennent pas – et, dans de nombreux cas, aident activement – alors que les milices de colons attaquent les communautés palestiniennes.

Pour le camp de la paix d'Israël, l'armée a longtemps été épargnée par les critiques. L'occupation a été présentée comme une sorte d'accident de la circulation, et les colons comme une sorte de corps étranger qui avait pris le contrôle de l'État et l'avait détourné de sa voie. Ici, cependant, bien qu'il n'y ait toujours pas d'appel explicite ou généralisé au refus de servir, l'armée a été présentée comme un acteur immoral.

Pendant des décennies, en outre, le thème central de ce que l'on appelle traditionnellement la « gauche sioniste » était que l'occupation doit cesser afin de protéger la majorité démographique juive d'Israël et de préserver son caractère d'« État juif et démocratique ». Mais ces concepts étaient notamment absents des discours prononcés sur scène par les principaux représentants de ce camp à la Knesset : **Gilad Kariv** et **Na'ama Lazimi** membres du parti [Les Démocrates](#).

Pour **Kariv**, le 7 octobre était « *une conséquence directe de la mauvaise doctrine de gestion des conflits* », et il regrette que le camp anti-Netanyahu de la Knesset « *joue selon les règles du jeu fixées par l'extrême droite* ». Il a également appelé à la création d'un lobby de la Knesset pour lutter contre la « *terreur des colons* » et soutenir les comités de protection, et a réaffirmé son soutien à une

coalition gouvernementale qui comprendrait les partis arabes d’Israël. (Bien qu’il n’ait pas cité de noms, le discours de Kariv a été suivi d’adresses de la part [d’Ahmad Tibi et d’Ayman Odeh](#), suggérant qu’il ne faisait pas seulement référence à [Mansour Abbas](#), plus conciliant, qui n’était pas présent.)

Lazimi, quant à elle, a déclaré qu’Israël avait adopté l’expulsion comme politique et que « *la sécurité sera assurée lorsque les deux peuples qui considèrent cette terre comme leur patrie bénéficieront d’une sécurité personnelle, vivront dans la dignité et auront de l’espoir en l’avenir.* ». Lorsqu’elle, comme Kariv, a exprimé son engagement pour le principe du partenariat judéo-arabe en politique, la salle a vibré sous les applaudissements.

Cela ne signifie pas que ces parlementaires sont sur le point de renoncer au sionisme, ou que leur parti a abandonné son aspiration à un « État juif et démocratique ». Au contraire, la [plate-forme](#) des démocrates pour les élections à venir stipule que la séparation d’avec les Palestiniens est essentielle en partie pour préserver « *une majorité juive solide* » en Israël. Ce n’était peut-être pas un hasard si le chef du parti, [Yair Golan](#), était absent du sommet ; s’il avait été présent, il aurait peut-être tenu des propos bien différents.

Mais le fait même que Kariv et Lazimi aient choisi de se concentrer sur des messages de résistance, de partenariat judéo-arabe et d’égalité est intéressant, même au niveau électoral. Après tout, certains des milliers de spectateurs de jeudi dernier pourraient bien participer aux primaires des démocrates, et Kariv et Lazimi savent précisément ce qu’ils veulent entendre.

Un espoir né de la rupture

Bien sûr, on ne peut pas déclarer un changement fondamental dans la gauche israélienne sur la base d’une seule conférence. Mais il semble évident que six années de manifestations perturbatrices – contre la corruption de Netanyahou, la réforme judiciaire de son gouvernement et la guerre à Gaza — ont appris à ce camp, qui se considérait autrefois comme faisant partie de l’establishment, voire comme son incarnation, ce qu’est la résistance au pouvoir. Au sein de ce public, se faire arrêter lors de manifestations est devenu un insigne honneur.

Pour le camp de paix affaibli en Israël, la formation du gouvernement de droite actuel et le rôle central qui y est joué par des personnalités d’extrême droite telles que Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, ont conduit à un sentiment sans précédent de rupture avec le gouvernement et ses armes d’oppression. La guerre d’extermination qui a suivi le massacre du Hamas le 7 octobre n’a fait qu’approfondir cette rupture.

Malgré tous les efforts que le gouvernement et les médias ont déployé pour nier cette réalité au cours des deux dernières années et demie, le fait que les soldats israéliens aient commis des crimes de guerre à Gaza et un nettoyage ethnique en Cisjordanie fait désormais l’unanimité au sein de ce camp – et peut-être au-delà. Même les correspondants militaires chevronnés des grands médias [appellent](#) désormais ce qui se passe en Cisjordanie par son nom : nettoyage ethnique.

Ce sentiment de rupture permet ou pousse ce camp à adopter un langage plus incisif, moins apologétique et moins consensuel. Si les médias nous réduisent au silence, ce ressenti nous invite à dire tout ce que nous voulons, et avec encore plus de vigueur. Et lorsque la droite est dirigée par des kahanistes, et qu’Avraham Zarbiv — figure de proue de la campagne israélienne visant à raser Gaza

— est invité à allumer une torche lors de la cérémonie officielle de la fête de l'Indépendance, la simple idée de rechercher un consensus est perçue comme une trahison des valeurs les plus fondamentales du camp de la paix.

À cette rupture, on peut ajouter un phénomène presque opposé : un sentiment de confiance en soi. Le fait que les sondages prévoient actuellement que le gouvernement de Netanyahu n'obtiendra pas la majorité lors des élections – qui doivent se tenir dans un peu plus de cinq mois – donne des ailes au camp de la paix en Israël. Ce dernier considère la fin du règne de la droite comme une possibilité réaliste et estime donc pouvoir proposer une perspective différente.

Une journaliste palestinienne qui a assisté au sommet m'a dit qu'elle avait l'impression que celui-ci était déconnecté de la réalité raciste et génocidaire qui prévalait en Israël, et qu'elle ne comprenait pas d'où venait le sentiment d'espoir et d'enthousiasme de l'auditoire. Il y a beaucoup de vérité dans ses mots.

Les milliers de personnes qui ont participé au sommet ne représentent qu'une partie de la gauche sioniste plus large, et le parti qui le représente – les démocrates – peine à atteindre 10 des 120 sièges de la Knesset dans les sondages. De plus, même si Netanyahu tombe, les démocrates siègeront probablement dans un gouvernement dirigé par Naftali Bennett, qui dirigeait autrefois la plus grande organisation de colons d'Israël. Dans un tel scénario, l'occupation et la colonisation se poursuivraient sans relâche, et les chances de voir s'instaurer un véritable partenariat judéo-arabe au sein de la coalition seraient minces.

Et pourtant, il y a indéniablement un changement en cours. Une gauche israélienne émerge – pas grande, mais pas entièrement marginale non plus – qui se positionne dans une résistance ferme au gouvernement, aux colons et à l'armée d'Israël. Elle ne se berce pas de l'illusion que le simple fait d'écarter Netanyahu ramènerait Israël à des « *jours meilleurs* », comme s'il suffisait de modifier un peu l'occupation pour revenir à « *la véritable essence du sionisme* » qui est de préserver Israël en tant qu'« *État juif et démocratique* ».

Le camp de la paix, semble-t-il, comprend que le changement requis est beaucoup plus profond et plus fondamental. Et il est déterminé à continuer d'agir – que les médias lui en donnent l'occasion ou non.

*Une version de cet article a été publiée pour la première fois en hébreu sur **Local Call**. Lisez-le [ici](#).*

La version que vous avez sous les yeux est traduite à l'aide de DeepL et revue par Brigitte Cherprenet Berger et Jean-Marie Fouquer à partir de celle publiée en anglais sur le site de +972 : [Something is shifting in Israel's peace camp](#).